



# from cyborgs to facebook technological dreams { and feminist critiques }



conference proceedings  
akten van het colloquium  
actes du colloque

**sophia**  
BELGIAN NETWORK FOR GENDER STUDIES



Met de steun van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen  
Avec le soutien de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes  
With the support of the Institute for the equality of women and men



# technologies : produits du pouvoir et productrices d'impuissance

Joelle Palmieri

*Laboratoire de recherche Les Afriques dans le monde (LAM), Institut d'Etudes politiques de Bordeaux*



## CONTACT

joelle.palmieri@gmail.com

**EN** - Beyond the gender inequalities that have been noticed within the information society, observing the use of ICT (information and communication technology) by African feminist and women's organizations enables us to deconstruct the system that this information society sustains. In a globalized world, ICT plays right into the hands of the economic and epistemic competition between populations and states, and those between the states themselves. These modes of competition combine to deepen power relations along gender, class, and race lines. Coloniality of power relations – the whole set of social relations characterized by subalternity and produced by the joint expansion of patriarchy and capitalism – is being renewed and accelerated, interfering with the political agenda of women's organizations. Our times are characterized by excess, by a logic of constant competition, by the injunction to be connected, and by the 'right here, right now', also in the management of emergency situations. This 'over-modernity' process is a factor of violence and produces both power and powerlessness. Within and outside women's organizations' institutional uses of ICT, there are informal communication experiences which stand out because they reveal the invisible knowledge of the experts of the everyday and real, knowledge that transcends that of experts of the short-term and virtual.

**FR** - Au-delà des inégalités de genre constatées au sein de la société de l'information, l'observation des usages des TIC par les organisations de femmes et féministes africaines permet d'aller plus loin dans la déconstruction du système dont cette société fait pilier. Dans un contexte de mondialisation, les TIC servent les jeux de concurrences économiques et épistémiques entre populations et États, et entre États eux-mêmes, qui se combinent pour acérer les rapports de domination de genre, de classe, de race. Les rapports de colonialité du pouvoir – l'ensemble des relations sociales caractérisées par la subalternité, produite par l'expansion conjointe du patriarcat et du capitalisme – se renouvellent et s'accélèrent, ce qui modifie l'ordre du jour politique des organisations de femmes. L'heure est à l'excès, à la surenchère, à l'injonction à être connecté-e, à l'immédia-té, y compris dans la gestion de l'urgence. Facteur de violence, cette accélération crée à la fois impuissance et pouvoir. A l'écart comme au sein d'usages institutionnels des TIC par les organisations de femmes, se distinguent des expériences de communication informelle qui consistent à révéler des savoirs invisibles, ceux des expert-e-s du quotidien réel, en transgression avec ceux du court-terme virtuel.

**NL** - Er werden reeds heel wat genderongelijkheden geconstateerd m.b.t. de informatiemaatschappij. Het bestuderen van het gebruik van ICT door feministische Afrikaanse vrouwenorganisaties maakt het mogelijk om daarbovenop het systeem waarop deze informatiemaatschappij berust, te deconstrueren. ICT (*Information Communication Technology*) speelt in onze huidige geglobaliseerde context in op de economische en epistemische competitiedrang tussen volkeren onderling en tussen staten. Deze wedloop naar kennis resulteert in specifieke machtsposities volgens gender, klasse en ras. Koloniale machtsverhoudingen – het geheel van sociale relaties gekenmerkt door een ondergeschiktheid, geproduceerd door de gezamelijke opmars van het patriarchaat en het kapitalisme – nemen een nieuwe vorm aan, maken opgang, en beïnvloeden de politieke agenda's van vrouwenorganisaties. Het exces, de overdrijving, de verplichting om 'mee te draaien', de onmiddellijkheid en extreme nabijheid, ook van crisissituaties – is van onze tijd. Alles is hap snap geworden. Reflectie wordt hierdoor onmogelijk en geweld, net als macht en machtelosheid worden op deze manier in de hand gewerkt. Zowel binnen als buiten het geïnstitutionaliseerde gebruik van ICT door vrouwenorganisaties ontdekken we vormen van informele communicatie die een onzichtbare kennis aan de oppervlakte doen komen. Een begrijpend weten dat geworteld is in het dagelijkse en echte leven en dieper gaat dan korte-termijn computerkennis.

## Introduction

Les technologies de l'information et de la communication, ou TIC, forment une large famille d'outils, équipements, logiciels et infrastructures, qui permettent production, transport, archivage, publication et récupération de tous types de données. Basées sur le développement conjoint de l'informatique et des télécommunications, elles structurent les fonctionnements et politiques de la société de l'information. L'hypothèse de cet article, basée sur une enquête menée auprès de 28 organisations féministes et de femmes en Afrique du Sud et au Sénégal en 2008 et en 2009, est que cette société est le produit d'une mondialisation où les rapports de domination et d'oppression sont exacerbés mais qu'à son tour, elle en produit d'autres. En première analyse, les transactions financières, économiques et humaines y sont accélérées et les divisions de genre, de classe et de race, renforcées. L'injonction à « être connecté-e », à déplacer l'action politique sur le terrain du virtuel, révèle un système-monde<sup>1</sup> informatisé, où hégémonies économiques et épistémiques (hiérarchie des savoirs) se combinent.

Dans l'optique d'identifier les rôles critiques et politiques actuels des organisations de femmes ou féministes, notamment en Afrique, il semble nécessaire d'approfondir l'analyse des dynamiques de pouvoir qu'elles créent, selon un nouveau prisme de lecture des rapports de domination. La très grande majorité des organisations interrogées vit un paradoxe. D'un côté, ces organisations utilisent les TIC comme des outils marketing plutôt que stratégiques, leur manque de connaissance des enjeux de la société de l'information ayant des effets directs sur la définition de leurs priorités politiques. Elles sont le plus souvent débordées par une priorisation croissante de la gestion de la vie quotidienne, pour laquelle elles sont utilisées par les autorités locales, nationales ou internationales, qui les maintiennent dans l'immédiateté et hors des espaces de pouvoir.

D'un autre côté, des alternatives peuvent être identifiées. Certaines expériences, comme l'utilisation citoyenne des TIC par des jeunes pour abandonner l'excision, ou encore la publication en ligne de savoirs de femmes de la base, représentent des pistes créatives pour transgresser le caractère violent de cette société où les rapports de colonialité de pouvoir, c'est-à-dire l'ensemble des relations sociales caractérisées par la subalternité, accentuées par le patriarcat et le capitalisme mondialisé, s'aiguisent. Ces pistes peuvent influer la dialectique pouvoir/impissance contemporaine.

Cet article est le résultat d'une étude de la problématique « Genre et TIC » menée depuis un peu plus de dix ans au sein d'organisations féministes ou de femmes, notamment en Iran, en Europe de l'Est, de l'Ouest ou centrale et en Afrique. Ou plus globalement, à l'échelle internationale, au sein de réseaux militants ou d'organisations internationales s'intéressant aux domaines genre et développement

ou au féminisme et à la communication. Plus récemment, c'est la réalité des impacts politiques des usages de l'Internet par des organisations de femmes (les termes « organisations de femmes », tout au long de cet article, recouvrent à la fois les organisations de femmes et les organisations féministes) au Sénégal et en Afrique du Sud sur deux formes de domination respectivement identifiées comme masculine et colonialitaire, c'est-à-dire se rapportant à la colonialité du pouvoir, qui s'est avérée plus pertinente. Les conclusions développées ici émanent d'observations participantes réalisées en 2004 dans la province du Cap occidental en Afrique du Sud auprès de deux organisations de femmes et entre 2006 et 2008 à Dakar au Sénégal et à Ségou au Mali auprès de trois associations locales de jeunes. Elles découlent également d'entretiens menés en décembre 2008 et en janvier 2009 au Cap en Afrique du Sud et à Dakar au Sénégal auprès de 28 organisations de femmes ou féministes, d'instituts de recherche travaillant sur le genre, ayant accès à l'Internet, ayant ou non des supports d'information Internet, et d'organisations centrées sur la création numérique, le soutien aux droits des paysans ou à la thérapie mais ne travaillant pas dans une perspective de genre. Ces entretiens ont été complétés par une recherche documentaire fournie, selon trois grands axes : la domination masculine, la société de l'information, la colonialité du pouvoir. L'enquête est le résultat du croisement de cette recherche documentaire, des observations participantes et de ces entretiens. Elle nourrit les analyses développées dans cet article.

– III –

### **Information, technique : quels impacts de genre ?**

Originellement, le terme « société de l'information » a été créé pour désigner une société basée sur l'utilisation des TIC, qui regroupent l'Internet, la téléphonie mobile et l'informatique. Ce terme a surtout été approprié par les organisations internationales et l'ONU en particulier qui a organisé les différentes éditions du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005. Ces rencontres avaient pour ambition de réduire les inégalités des populations vis-à-vis de l'accès à l'information par le biais des TIC.

Parce qu'elles sont basées sur l'usage de l'informatique, l'automatisation des tâches et la minimisation de l'intervention humaine, les TIC permettent d'accélérer les processus d'échange de savoirs comme de vente de matières premières, de titres financiers, ou de corps humains. Les TIC portent un secteur économique qui occupe le deuxième rang mondial en termes de budget après celui de l'armement (Castillo 2001). Ces technologies et leurs usages caractérisent un système où l'introduction de l'informatique, des télécommunications et de la communication en réseaux dans la vie quotidienne est généralisée, conçue comme une norme, un passage obligé vers une nécessaire modernité. Cette modernité n'est pas pour autant accessible à

tou-te-s. Selon une recherche menée par enda Tiers-Monde en Afrique occidentale en 2005, la « fracture numérique de genre », ainsi nommée par les organisations en charge des politiques de TIC, c'est-à-dire les organisations internationales ou les entreprises privées qui décident des politiques relatives à la gestion de la société de l'information, peut se mesurer selon quatre composantes principales : le contrôle, la pertinence des contenus, les capacités, la connectivité. Les opportunités d'usages des TIC par les femmes s'élèvent à un tiers de celles des hommes et les écarts les plus préoccupants en termes de genre concernent le contrôle et le contenu des TIC (enda 2005). Pourtant, le secteur privé et les institutions ont choisi de mesurer les inégalités de genre aux seuls écarts d'accès aux infrastructures des TIC ou de capacités à les utiliser.

— 112 —

Globalement, la grande majorité des contenus diffusés au moyen des TIC sont écrits par des hommes et surtout diffusés par des hommes (Genderlinks 2002). En termes de création numérique, ce sont majoritairement des hommes, et, en particulier, des hommes blancs, qui programment des logiciels, y compris dans le mouvement des logiciels libres<sup>2</sup>, et des femmes qui font appel à eux (Ghosh, Glott, Krieger & Robles 2002 ; aKa 2008). Par ailleurs, l'Internet incarne, de façon non concertée par les opérateurs de télécommunication, un des principaux espaces où s'organise le commerce des corps de femmes et ce de manière incontrôlée, non légiférée (Poulin 2004). Les femmes sont sous-représentées dans toutes les structures de décision du secteur des TIC et ont relativement peu de contrôle et d'influence sur les processus de prise de décision (Marcelle 2005 : 231-252). Ce sont principalement des hommes — en position de pouvoir à l'échelle locale ou nationale — qui choisissent d'installer un cybercentre dans un quartier ou un village, où les jeunes (hommes et femmes) vont consommer du temps d'utilisation des ordinateurs et de la connexion. Les propriétaires des entreprises privées de télécommunication sont majoritairement des hommes<sup>3</sup>. L'écriture au quotidien sur des blogs, des chats et autres galeries virtuelles, demeure en Afrique le fait d'une élite (Genderlinks 2002). Cette hégémonie masculine interroge les rapports de domination existants tout autant que ceux qui sont véhiculés et accélérés par la société de l'information. De plus, la prépondérance des contenus occidentaux<sup>4</sup> engage à questionner une forme de hiérarchie épistémique, au sens où la diffusion d'informations n'a pas vocation à chercher un dénominateur commun ni à isoler des savoirs indigènes ou atypiques mais à uniformiser les modes de penser et d'agir (Spivak 1988). Cette violence épistémique est le résultat de la nature désormais mondialisée des rapports entre les États (du Nord, du Sud, du Moyen et d'Extrême-Orient) et entre les États et leurs populations. En s'appuyant sur la définition de la colonialité du pouvoir par le sociologue péruvien Anibal Quijano comme constitutive de la modernité, différente en cela du colonialisme, et forme spécifique et historicisée des rap-

ports de domination entre États et sociétés (Quijano 1994), il est possible d'affirmer que les TIC forment le pilier d'une colonialité du pouvoir, la colonialité numérique. Cette colonialité numérique s'installe dans un contexte mondialisé où les transactions comme les savoirs sont accélérés, exacerbés, hiérarchisés, surabondants, excessifs et ce par TIC interposées. Notre enquête permet de confirmer qu'elle se manifeste par une concurrence exacerbée entre États, tant économique que politique et épistémique, qui dans les cas de l'Afrique du Sud et du Sénégal, se traduit par une montée du masculinisme et du traditionalisme. Les discours et actes des présidents en exercice et plus largement des dirigeants politiques et religieux des deux pays témoignent d'une sur-appropriation par les dominants du corps des femmes, dernier rempart de l'expression de leur pouvoir « hypermoderne » à l'échelle nationale. Cette situation bouscule les priorités des femmes au quotidien, ce qui détourne leurs actions vers la gestion désormais accélérée et immédiate de l'urgence, de la survie quotidienne, des violences exacerbées par ce système excessif (féminicides, augmentation des viols, des violences domestiques). Mercia Andrews, membre d'une organisation de soutien aux paysans d'Afrique du Sud, résume le cadre des usages des TIC par les femmes sud-africaines :

« Nous avons des difficultés d'accès aux ordinateurs, aux compétences, à l'électricité, au réseau sans fil, toutes ces choses techniques que le gouvernement a essayé d'implanter sous forme de centres de télécommunication en zones rurales, mais qui n'ont pas marché. Concernant les femmes, c'est bien pire car, dans les zones rurales, dans la plupart de nos townships, ce sont les jeunes femmes qui rentrent à la maison après l'école et qui doivent s'occuper de leurs frères et sœurs, nettoyer la maison, faire la cuisine, faire attention aux enfants, au point qu'elles n'ont pas de temps supplémentaire pour apprendre à utiliser un ordinateur ».

Les femmes sont implicitement visées par la société de l'information qui, en augmentant le nombre de facteurs d'immédiateté, les éloigne du pouvoir penser, de l'esprit critique, de l'action politique et de la prise de parole. Cette société participe davantage de la division sexuelle du travail, alloue aux femmes le rôle social de reproduction autant de la force de travail nationale (Guillaumin 1992) que des modes de pensées occidentaux auprès des jeunes générations. Par ailleurs, elle cantonne les femmes à un rôle de production qui est celui de consommatrices et de main d'œuvre bon marché (Loko 2008). Comme le souligne Leslie Reagan Shade, chercheuse canadienne en communication, la société de l'information incarne une parfaite réplique du modèle de division entre sphère privée et publique (Shade 2002 : 8).

### **Les femmes en tant que marché**

Depuis une dizaine d'années – pendant lesquelles la question de l'accès des femmes aux TIC est étudiée, notamment par les expertes du mouvement Genre et TIC –

force est de constater que les impacts de la société de l'information se mesurent davantage à l'augmentation globale du nombre de femmes qui utilisent l'Internet pour travailler, faire des affaires (Gurumurthy 2006), que comme éventuel moyen de diffuser des informations.

D'ailleurs, les politiques de TIC des États et organisations internationales comme l'ONU se concentrent sur les performances économiques. La très grande majorité des politiques d'accès aux TIC pour les femmes sont focalisées sur l'emploi. Comme le souligne Lize de Clercq de l'association belge Ada, « ce qui frappe, c'est l'attention accordée au genre dans le Plan d'action du SMSI [Sommet mondial sur la société de l'information] dans les paragraphes consacrés à l'e-employment (emploi dans le secteur des TIC) et au télétravail (emploi *via* les TIC) » (De Clercq 2004).

— 114 —

Il est effectivement demandé aux gouvernements, dans le cadre des politiques d'égalité de genre, d'avoir une « politique en matière de TIC qui encourage l'entreprise, l'innovation et l'investissement, et qui accorde une attention particulière à la participation et la promotion des femmes ». Les TIC doivent principalement servir aux femmes à intégrer le marché du travail.

En Afrique du Sud, l'industrie des TIC est vue comme un élément essentiel de l'économie nationale et le secteur des TIC a été identifié comme un secteur-clé par le gouvernement dans ses multiples actions nationales (James 2006). Sans les femmes, le gouvernement se trouverait dépourvu d'une force de travail nécessaire à la formulation de ses politiques de recherche et développement en matière de technologies au profit de l'ensemble des communautés. La « Charte pour l'autonomisation économique dans le secteur des TIC » (*The Draft Black Economic Empowerment (BEE) Charter for the ICT Sector*)<sup>5</sup> régit ce secteur, et le réseau *Women in IT*<sup>6</sup>, lancé en septembre 2005 à l'initiative conjointe d'étudiantes en technologies de l'information, d'institutions, de professionnelles et d'entreprises du secteur, sous la direction de Microsoft, entend fournir bourses et tutorat aux femmes « financièrement défavorisées » qui souhaitent poursuivre des études dans le domaine.

Plus généralement, en Afrique, la Commission économique africaine (CEA) considère que « les TIC sont centrales à la réduction de la pauvreté qui à son tour est centrale pour l'autonomisation des femmes » (Lowe & Khan 2000 : 3). Une conférence intitulée *Global Connectivity for Africa, Issues and Options* (Connectivité globale pour l'Afrique, questions et réponses), organisée par la CEA en 1998, a identifié un éventail d'applications pour les TIC dans le secteur privé en Afrique, parmi lesquelles le commerce électronique, la gouvernance, la promotion du tourisme, les transports, l'éducation, la santé, le social, l'agriculture, l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Tous ces mécanismes ont pour objectif la croissance économique des pays en plaçant les femmes au centre des processus de développement. Les évaluations des politiques sont mitigées. La chercheuse britannique en genre

et TIC Swasti Mitter note à propos du télétravail que « même si quelques femmes apprécient les opportunités que le télétravail apporte, la majorité craint que le travail à domicile ne les prive du statut de travailleur et de la dignité du travail » (Ng & Mitter 2005 : 48). Dans un rapport de mars 2001, Nancy Hafkin, experte du réseautage des femmes via les TIC en Afrique, et Nancy Taggart, professeure en pathologie, observent que les effets attendus sur la grosse vague d'emplois des femmes via les TIC n'a pas eu lieu (Hafkin & Taggart 2001). Anita Gurumurthy affirme que les TIC ont permis la création d'emplois, y compris pour les femmes, mais dans les secteurs non qualifiés, à faible valeur ajoutée. Elle considère que le travail massif des femmes dans les centres d'appels perpétue l'image d'un travail féminin dévalorisé, alors que les hommes détiennent la majorité des emplois hautement qualifiés, mieux rémunérés, plus reconnus du secteur (Gurumurthy 2006).

- 115 -

En Afrique, ce constat s'accompagne d'un discours qui, en disant viser l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes (*empowerment*), renforce en réalité l'idée que les femmes africaines ont besoin d'appui, de soutien, ne sont pas des forces de proposition. L'identité des femmes africaines est, comme le souligne Gayatri Spivak, invisible, invisibilisée, et dictée par des enjeux économiques et épistémiques mondialisés (Spivak 1988).

### **Une colonialité numérique facteur de violences**

L'information telle qu'elle est entendue par les décideurs des politiques de TIC s'apparente davantage au terme générique de donnée traitée automatiquement qu'à celui de connaissance, ou de moyen de s'informer, de message formant sens. Ce parti pris alimente un flou. Et conforte une opacité dans ce qui est communément appelé « les relations Nord-Sud », qui relève davantage des relations de pouvoir entre les pays industrialisés d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest – communément considérés comme au « Nord » – où se concentrent les monopoles d'informatique et de télécommunications – et le reste du monde, résumé sous le terme générique de « Sud ». Cette opacité cache implicitement un jeu de concurrence entre États, aujourd'hui à l'ordre du jour de tous les secteurs économiques, incluant celui des télécommunications. Les pays occidentaux souhaitent garder leur statut de dominants et les pays du Moyen et d'Extrême-Orient ou d'Amérique latine (Chine, Inde, Brésil...) continuent leur expansionnisme économique. Cette opacité interroge également une concurrence épistémique entre Occident, Extrême et Moyen-Orient qui se servent notamment du territoire africain pour faire valoir sinon chacun leur rhétorique, au moins leur vision du monde.

Ces deux formes modernes de concurrence, économique et épistémique, ont en particulier pour conséquence directe de limiter les libres exercices de la citoyenneté : les populations locales, et en particulier les femmes et leurs organisations, sont

bien souvent non consultées ou se sentent non concernées par la prise de décisions liées aux TIC qui se tient à un niveau plus global et désormais dans le secteur privé (Shade 2002 ; Ramilo 2006 : 68). Les « vides démocratiques » que cette non-consultation entraîne ne se cantonnent pas aux simples dénis, souvent explicites, des droits d'expression ou d'information des populations à travers de quelconques médias de masse ou nouveaux, tels que ces dénis existent de longue date dans les contextes non démocratiques (censure, emprisonnement de journalistes, interdictions de publication, etc.). Ils dépassent un contrepoint fréquemment utilisé par les médias traditionnels qui consiste à se cantonner à la mise en avant d'une première couche visible de l'idéal d'un libre exercice d'expression ou d'information, à le mettre en exergue et à faire ainsi implicitement illusion sur ce que la société de l'information peut offrir aux populations (au travers par exemple des usages des réseaux dits sociaux tels que *Facebook*, *Twitter*, *LinkedIn*). Ces vides démocratiques révèlent une impuissance, qui se manifeste par le déplacement des prises de décisions politiques aux échelles locales, régionales ou internationales, depuis des instances élues à des organismes privés (les entreprises propriétaires des logiciels des réseaux sociaux numériques, des moteurs de recherche, des blogs, des hébergeurs de vidéos en ligne, des systèmes d'exploitation pour mobiles... comme *Google* qui possède *Youtube*, *Blogspot*, *Google Earth*, *Android*, ...). Les choix politiques sont implicitement, davantage, et au travers de la société de l'information, mis entre les mains d'une poignée d'individus, administrateurs de conseil d'administrations d'entreprises, pour leur grande majorité jeunes, hommes, blancs, états-uniens ou ouest-européens. Même s'ils se prévalent d'objectifs fort louables, comme par exemple « donner au peuple le pouvoir d'échanger et de rendre le monde plus ouvert et connecté »<sup>7</sup>, les effets de ces bonnes volontés découlent directement et implicitement de la rhétorique employée : donner, pouvoir, peuple, ouvert, connecté. Cela se traduit par des positions hégémoniques, des visions par le haut et hypermodernes d'un monde en copropriété. En dehors d'une certaine élite locale épargnée et complice, qui inclut majoritairement des hommes, mais aussi des femmes, cette copropriété tant économique qu'épistémique affecte particulièrement les femmes parce qu'elles sont socialement en charge de la gestion de la vie quotidienne locale, qui par définition se situe dans le réel. En effet, en vantant les bienfaits du « numérique », comme une norme sociale incontournable pour participer du « monde », cette copropriété alimente une propagande politique qui se traduit de fait par une violence épistémique en « méprisant » toutes les personnes qui ne sont pas connectées par mobile ou réseau numérique interposé. Dans les relations sociales, le numérique devient un besoin à satisfaire, voire une obligation, ce qui crée mystification. Cette mystification repose sur l'amalgame entre outils, logiciels et usages, sans plus de nuances sur les effets différenciés des

uns et des autres. Par exemple, est-ce le mobile en tant que machine qui agit sur le réel ou est-ce son usage ? Est-ce *Google* qui crée des savoirs et démocratise la connaissance ou est-ce parce que la démocratie existe que des personnes ayant des savoirs à diffuser utilisent par exemple *Wikipedia* (automatiquement référencé par *Google*) pour le faire ? Est-ce *Facebook* qui fait les révoltes, ou est-ce que ce sont les jeunes femmes qui l'utilisent pour rendre compte des actes de violences de genre lors d'une manifestation à laquelle elles ont participé ? Cette manifestation n'a-t-elle pas été convoquée par des groupes organisés en amont dans le réel ? En laissant croire le contraire, le virtuel dépolitise le réel.

En termes de genre, ces « vides démocratiques » sont eux-mêmes alimentés notamment par les organisations interrogées dans le cadre de notre enquête. Ces organisations méconnaissent dans leur ensemble la société de l'information, représentée comme « trop technique », sous-entendu réservée aux hommes qui savent ou à des femmes d'élite. Fatimata Sy, du Centre de lutte contre les violences faites aux femmes au Sénégal, interrogée dans le cadre de notre recherche, en témoigne : « Internet est une question d'élite : des femmes intellectuelles, des femmes qui ont un certain niveau de compréhension, des femmes membres d'associations qui ont déjà une certaine vision ». Pour autant, elles en vantent les mérites en termes de potentielle visibilité de leurs actions publiques. Ce flou sémantique génère une première contradiction entre gestion des problèmes techniques et compétences requises afin de résoudre ces problèmes, et besoin de diffuser des informations sur les actions ou les prises de position des organisations de femmes.

Quand il est question d'Internet, la plupart des organisations interrogées témoignent volontiers de l'aggravation des écarts de richesse, du renforcement des situations de pauvreté, du rétrécissement du marché du travail, des nouveaux facteurs de violence, comme si elles faisaient un rapport de cause à effet. De surcroît, la majorité d'entre elles ajoutent le constat d'une précipitation de la gestion de l'ensemble de ces problèmes tant au niveau temporel que géographique, constat qu'elles font depuis une petite dizaine d'années. Les problèmes se résolvent désormais au coup par coup, là où ils se présentent, c'est-à-dire le plus souvent au niveau local et dans l'immédiateté. Cette accélération installe un recentrage des actions politiques vers le niveau local plutôt qu'international, alors que les TIC qui portent cette société permettent par définition des échanges à l'échelle mondiale. Il existe donc ici une deuxième contradiction créée par cette société : le rapport distendu entre le local et le global.

L'ensemble des conséquences évoquées de l'accélération générée par la société de l'information repousse davantage les limites des actions de ces organisations de femmes. En effet, compte-tenu du rôle social qui est implicitement alloué aux femmes à savoir le maintien de la paix sociale (qui inclut la gestion des violences

exacerbées par ce système accéléré), les soins, l'éducation, la nutrition des ménages, l'ordre du jour des organisations se gère à la demande, selon la quantité et la fréquence des problèmes rencontrés par les femmes auxquelles ces organisations s'adressent. L'heure est davantage à la défensive instantanée qu'à l'offensive. En particulier en Afrique, la mondialisation et ses dégâts économiques collatéraux imposent aux femmes et à leurs organisations la prise en charge de la gestion de la survie quotidienne. La société de l'information vient ajouter le caractère immédiat de cette prise en charge et son rythme plus accéléré qu'auparavant.

Aussi, ayant moins de temps et d'espace pour se consacrer à l'analyse et aux luttes contre les inégalités sociales et de genre qu'elles rencontrent tous les jours, ces organisations de femmes sont amenées à gérer ces inégalités au plus vite, dans l'immédiateté, plutôt qu'à pouvoir y réfléchir à long terme selon une stratégie concertée. Ainsi, d'un point de vue épistémique, cette société tend à éloigner certaines organisations de femmes des savoirs qu'elles créent, du donner à penser qu'elles produisent, de la critique, de la déconstruction de la société dans laquelle elles agissent (Bennett 2008). Un éloignement qui n'est pas toujours conscient. La société de l'information crée une violence épistémique (Spivak 1988) en plus des violences de genre plus classiques. Cette situation génère une troisième contradiction qui consiste à concilier la gestion dans l'immédiateté politique du contexte mondialisé dans laquelle cette société pousse les organisations de femmes et les revendications ou objets de mobilisation desdites organisations qui, dans le cas de l'Afrique, s'orientent principalement, de façon explicite ou implicite, vers la critique du libéralisme : lutte contre la pauvreté, demande d'annulation de la dette, lutte contre la privatisation des services publics,...

Ajoutées à la première contradiction endogène de la société de l'information qui consiste à faire cohabiter technique, information/communication et connaissance, ces deux autres contradictions (local/international et mondialisation libérale/immédiateté) forment un triangle. La mise en exergue de ce triangle apporte un décryptage précis des rapports de domination dans les politiques des TIC ainsi que des effets politiques des usages des TIC par les organisations de femmes sur ces rapports de domination.

### **Panorama des usages majoritaires des organisations de femmes africaines**

Les organisations interrogées dans le cadre de notre enquête au Sénégal et en Afrique du Sud se représentent globalement l'information et la communication comme des objets secondaires comparativement à leurs luttes principales : les violences, l'accès aux ressources, la santé, la participation aux prises de décision,... Cette distanciation révèle en première observation un intérêt privilégié pour la conquête

de droits ou de lois plutôt que pour le respect de libertés. Les obstacles rencontrés par lesdites organisations en termes d'information, notamment pour la mobilisation, sont nombreux et diversifiés, et appellent à des stratégies de contournement tout autant multiples. Pourtant l'idée d'un support Internet dédié aux femmes rassemble la majorité des enthousiasmes même si elle prête à discussion. Dans l'ensemble, les enjeux de la société de l'information sont peu ou mal cernés. Le terme « enjeux » lui-même fait débat. Entre opportunité de changement social et risques générés par cette société, les avis se font timides ou divergents.

La communication en elle-même n'est pas considérée comme une action prioritaire.

Elle sert le plus souvent d'accompagnement aux autres actions jugées vertébrantes de l'organisation. De plus, les TIC sont considérées peu accessibles par les bénéficiaires des organisations, sans parler de l'Internet, pour des raisons financières ou d'infrastructures. Même si cette représentation est discutable<sup>8</sup>, elle induit un choix : celui d'être présent-e sur le réseau par l'unique intermédiaire d'un site Web au service d'une grande visibilité, jugée incontournable. L'action de communication est plus institutionnelle que politique. Dans les deux pays, les réseaux sociaux numériques, forums, blogs et autres outils Internet sont peu connus, ils ne représentent rien de déterminant, le plus souvent par manque de connaissance adaptée. L'appropriation du Web n'est pas le résultat d'une stratégie de communication réfléchie, concertée ou collective. Elle vise à vendre les activités de l'organisation. Le site Web fait désormais partie du décor organisationnel politique et n'a pas vocation à transformer socialement par la diffusion d'informations, contrairement aux objectifs des organisations. En cela il incarne davantage une vitrine à destination des bailleurs qu'un canal de diffusion d'informations sur les droits, les luttes...

La représentation de cet outil est davantage liée à une activité informatique plutôt qu'éditoriale, qui demande des aptitudes adaptées que les membres ou les permanent-e-s des organisations n'ont pas. Les contenus sont pour la plupart statiques, rendant compte des activités plus qu'appelant à la réaction. Cette représentation est source d'obstacles, la majorité des organisations étant alors dépendantes de technicien-ne-s à rémunérer, en charge technique de mise en ligne desdits contenus. L'activité liée au site Web se révèle alors plus fastidieuse que source d'inspiration politique.

Les sujets des contenus publiés sur les sites Web portent principalement sur les textes officiels, notamment législatifs, des travaux d'étudiant-e-s comme des mémoires ou des thèses, des recherches, des analyses sur les inégalités de richesse dans la vie des femmes, sur les violences, les droits, etc., ou les documents internes de l'organisation, comme les rapports d'activité annuels et les comptes-rendus de réunions, des éléments de calendrier de rencontres locales ou des coordonnées.

Autant d'informations qui existent en version imprimée. Des témoignages et analyses de femmes, militantes ou pas, ou des portraits sont très rares, avec quelques exceptions en Afrique du Sud où un travail de compilation de « récits » de femmes a débuté. Tous les contenus sont très majoritairement des textes en français pour le Sénégal et en anglais pour l'Afrique du Sud et ne prennent pas en compte les langues locales. Les contenus sont politiques au sens où ils reflètent les positions et actions de l'organisation, mais restent en retrait par rapport à l'engagement porté par les autres activités de l'organisation. La publication telle qu'elle est pratiquée fait partie de l'action politique de l'organisation, mais s'avère statique au regard des initiatives et actions de la même organisation en termes de plaidoyer pour plus de droits, d'intervention publique en milieux urbain et rural, de création de services de proximité, etc. L'entreprise de publication n'ajoute pas à l'action politique.

L'aspect éditorial du site Web est donc quasi inexistant. Toutefois, deux pratiques se distinguent : les organisations qui considèrent que cette activité crée débat au sein de l'organisation et dynamise le collectif et celles qui envisagent l'activité comme simplement administrative. Cette divergence autour de l'éditorial révèle un questionnement autour du processus de publication comme outil politique.

Alors que la majorité des sites Web ne présentent pas ou peu de stratégie concertée de communication, il est intéressant de constater à quel point les organisations acceptent que leur site Web réponde aux stratégies des bailleurs. Cet engagement présente deux volets : les organisations de femmes se plient aux injonctions des bailleurs car telles sont les conditionnalités qui leur sont imposées pour bénéficier de fonds sur projet de leurs autres activités, et les bailleurs utilisent les organisations pour faire valoir tant leurs politiques de TIC que de genre, sans pour autant investir financièrement dans les moyens directs de cette propagande (les sites Web bénéficient rarement de lignes budgétaires spécifiques). Les sites Web des organisations sont alors autant de véhicules de communication non budgétisés et non pensés dans le sens d'une communication d'utilité générale pour les bénéficiaires des projets des organisations. Une vision institutionnelle de la communication y est entérinée et la perspective d'autres modalités d'usages des TIC est occultée. Le coup pour les bailleurs est double comme le coût pour les organisations : en ne valorisant pas financièrement l'activité communicationnelle, par le site, les organisations de femmes perdent en efficacité politique institutionnelle et en autonomie économique. À l'inverse, les bailleurs alimentent les vecteurs de la colonialité du pouvoir tout en inscrivant le genre à leur ordre du jour institutionnel.

Ces trois volets financiers du paradoxe de la communication sur le genre – des sites Web pour la visibilité des politiques (genre et TIC) des bailleurs, une non-budgétisation de l'action de communication et une inhibition d'une économie autono-

me – représentent autant d'indicateurs permettant de mesurer le danger auquel ces supports de communication font face.

### **Une communication citoyenne informelle**

Malgré ce panorama pessimiste, il existe en Afrique une vision holistique de la communication qui consiste principalement à gagner en visibilité. Ce qui compte, sans que cela soit systématiquement prémédité ou que cela soit le résultat d'une intuition, c'est davantage de donner quelque chose à voir, simplement. Il s'agit d'être, d'exprimer son existence, au moment et là où on se trouve, dans la multiplicité et les différences, et sans objectifs spécifiques.

Les bases d'un nouveau mode de communication que l'on peut qualifier de *citoyenne informelle* peuvent alors se révéler, qui donne une visibilité des actions aux niveaux local et global, en ordre dispersé. Cette visibilité devient alors complètement externe aux organisations et à ses bénéficiaires. C'est en fait localement dans les villes ou ailleurs, en dehors du continent, qu'une grande proportion de personnes peut se connecter à l'Internet ou utiliser un téléphone mobile. Aussi, dans cette perspective, la communication des organisations de femmes prend toute sa force dans son informalité. En Afrique du Sud, en publiant des contenus anachroniques, comme des récits de vie quotidienne de femmes en milieu rural, cette communication peut libérer des espaces d'expression dont les responsables locaux peuvent ainsi prendre connaissance. Cette narration de la vie quotidienne, habituellement considérée comme des « affaires de femmes », peut alors influer les ordres du jour. Par le simple fait qu'elle transforme ce qui est entendu comme des « affaires de femmes » en question politique, cette informalité provoque changements sociaux et épistémiques et peut faire subversion (voir *infra*).

Par ailleurs, cette informalité ne s'arrête pas aux frontières de l'économie, comme elle est plus communément admise de surcroît quand il s'agit de femmes. Par ses fondements non codifiés ni régulés, non normatifs, non incontournables, non revendiqués, non institutionnalisés, cette informalité fait écho à la représentation de l'État et à ses dérégulations (Beall 2007) et sert de miroir inversé d'un système qui se veut et se revendique hypermoderne sans pour autant avoir les moyens de faire face aux effets néfastes de cette hypermodernité. Cette informalité permet la transgression, au moment où elle se présente, car elle crée des opportunités d'entrave à la formalisation. Elle démystifie les rôles et responsabilités traditionnellement assignés de l'État et des populations. Elle renvoie l'image de ce qui est laissé à escient par l'État à la marge, à la périphérie, pour mieux alimenter ses systèmes d'inclusion et d'exclusion et asseoir son autorité (*Ibid.*). En se mettant à jour, cette informalité déconstruit les « frontières » de l'État et par voie de conséquence remet en cause sa consolidation. Elle rejoint alors la notion de subalternité

qui crée des espaces de différence (Spivak 1988). Elle ouvre un champ d’investigation théorique et empirique à construire sur les influences croisées du virtuel et du réel sur l’action politique. Cette communication citoyenne informelle vient ouvrir un nouvel axe transversal des études postcoloniales ou subalternes et des études de genre.

En Afrique, l’innovation par les TIC s’exprime le plus souvent par le besoin de diffuser des contenus africains de femmes ou de genre. Les deux exemples ici présentés se situent en Afrique de l’Ouest dans le cadre d’un projet de recherche, et en Afrique du Sud, dans le cadre d’opérations concertées de revalorisation de la parole des femmes.

Le premier exemple met en exergue l’efficacité et la pertinence de l’approche citoyenne de l’utilisation des TIC par les jeunes (garçons et filles) pour promouvoir l’abandon de la pratique des mutilations génitales féminines (MGF). Mené par l’équipe genre de l’ONG enda Tiers-Monde, ce projet s’est déroulé de 2007 à 2009 au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal. Les principaux résultats de recherche révèlent la pertinence d’une démarche transdisciplinaire créant les moyens d’une expression directe et de production de contenus des jeunes générations « comme source d’enrichissement [...] en développement humain durable au stade de la société numérique globale » (Mottin-Sylla & Palmieri 2009 : 97). Les jeunes (à parité garçons et filles) qui ont participé à ce projet ont abordé les concepts questionnés par la recherche – genre, citoyenneté, TIC, jeunesse, MGF –, selon différents formats, parmi lesquels l’expression théâtrale, les usages multimédia (prise de vue fixe et animée, prise de son, écriture et mise en ligne), l’interactivité – plusieurs listes de discussion électroniques ont été ouvertes pour que chacun puisse s’exprimer librement tout au cours des différentes phases de la recherche –, des jeux de rôles, la création de blogs,... Une partie des jeunes, au même niveau que les chercheurs et chercheuses, ont participé à l’évaluation de la recherche, ce qui a amené l’équipe de recherche à mettre en œuvre des modalités d’auto-apprentissage, d’auto-évaluation, et de formation de formateur-trices. Le défi des méthodologies utilisées a consisté à associer les jeunes générations au débat sur des concepts savants, concepts qu’elles ont elles-mêmes reconstruits.

L’ouvrage dédié à cette recherche conclut : « Il s’agit moins de voir « à quoi les TIC pourraient servir » que de voir « ce que les TIC apportent de nouveau, changent, et politisent » » (Mottin-Sylla & Palmieri 2009 : 101). L’accent est mis sur l’importance de ne plus compartimenter les concepts – genre, citoyenneté, jeunesse, TIC, violences... – et de cesser de travailler sur les zones d’intersection (par exemple entre jeunesse et TIC, développement et TIC, genre et développement...) au risque de maintenir dans l’invisible des pans entiers de la construction sociétale dont les rapports de pouvoir, les inégalités de classe, race, genre, sont partie intégrante. La recherche, en liant les concepts, dont ceux de citoyenneté, genre, jeunesse et

TIC, a donc participé à entraver la consolidation de l'État dont les mécanismes continuent à alimenter la construction de ces inégalités et rapports de pouvoir pour mieux asseoir sa légitimité, menacée un peu plus chaque jour au niveau local ou international.

Le deuxième exemple reprend l'hypothèse selon laquelle les personnes victimes des discriminations ou en situation de discrimination sont les réelles expertes des sujets de ces discriminations. Elles ne sont pas contre pas nécessairement des expertes des TIC. Ainsi en Afrique du Sud, et depuis une dizaine d'années, des récits individuels ou collectifs de femmes, pour leur grande majorité, noires, séropositives ou pauvres, sont collectés par des organisations de femmes, selon une démarche initiale de revalorisation de la mémoire. L'objectif de ces organisations est de diffuser, notamment par les TIC, mais aussi sur tout autre support de communication susceptible d'être repris sur la toile par qui le souhaite, des savoirs invisibles de femmes. Comme un parti pris, les TIC ne sont pas une fin en soit, elles servent à valoriser et à diffuser ces savoirs.

Au sein de ces organisations, deux expériences ont été observées. L'organisation *Southern Cape Land Committee* (SCLC) facilite, depuis environ dix ans, et en dehors de ses domaines d'intervention classiques largement liés aux questions de réforme agraire et de propriété foncière, l'écriture et la publication d'histoires de Sud-Africaines, sous le vocable *women's stories*. Le premier livre publié, intitulé *La mémoire des femmes*, a été lancé en novembre 1999 et révèle les histoires personnelles de six femmes de différentes communautés de la région du Cap occidental. En 2002, SCLC a réitéré la démarche en lançant un deuxième livre écrit par seize femmes dans leur propre langue, habitant la commune de Nelspoort. Ces femmes, dont les dates de naissance s'étendent du début des années 1920 aux années 1980, ont écrit leur vision de l'histoire de cette ville. Les protagonistes de SCLC disent que cette démarche « a révélé une dynamique de changement et d'*empowerment* à la fois pour les participantes et pour les animatrices elles-mêmes ». Par cette initiative jusqu'alors inédite, ces femmes rurales ont bénéficié du temps et de l'espace pour se poser, faire part publiquement de leur réflexion sur leurs vies et partager leurs expériences avec d'autres. Aujourd'hui, ces livres sont disponibles dans les écoles, les bibliothèques, sur le Web et ce modèle d'initiatives est reproduit dans d'autres langues dans tout le pays.

À l'hôpital *Chris Hani Baragwanath Hospital* à Soweto, au sein de Johannesburg, l'ONG *Aids Counselling Care and Training* (ACCT), créée en 1992, offre soutien psychologique et soins aux communautés affectées par le virus du sida. Les malades sont essentiellement des femmes qui, selon les protagonistes de ACCT, « doivent se réapproprier leur identité [...] et sortir de la domination masculine ». Les séances de soutien psychologique accueillent des femmes pendant environ une heure et

ont vocation à les faire parler de leur maladie, jusqu'à découvrir l'intime, voire le tabou, la sexualité. Comme elles en témoignent facilement, les malades se sentent personnalisées, existantes, deux états dont il est difficile d'imaginer l'importance dans un pays où, pendant de nombreuses années, les personnes séropositives ont été ignorées par leur gouvernement<sup>9</sup>. Certaines femmes participent à des ateliers d'écriture, où elles couchent sur papier leur vie quotidienne, leurs relations sexuelles, évoquent leur grossesse, leurs relations avec leurs nourrissons, dans la perspective que l'enfant qui va grandir ait accès à l'histoire de sa mère et à la sienne. Chaque histoire personnelle est ensuite mise en commun, discutée, explicitement archivée et devient alors un bien collectif. Toutes les femmes peuvent consulter ces récits. Au rythme où elles le souhaitent. Elles gèrent elles-mêmes le lieu où ces récits sont entreposés.

— 124 —

Dans ces deux exemples sud-africains, les femmes qui se racontent sont majoritairement noires, pauvres, vivant dans les townships ou en milieu rural. Elles ne cherchent pas à rédiger leur autobiographie. Elles ne suivent pas systématiquement une ligne historique partant de leur naissance, décryptant pas à pas leur vie, avant, pendant et après l'apartheid. Les récits peuvent se révéler beaucoup plus « anarchiques » au sens où ils peuvent être fragmentés, partiels, décousus. Les récits ne sont pas spécialement structurés et holistiques. Ils ne sont pas plus individuels, puisque le dispositif de recueil n'a en rien vocation à porter assistance, à victimiser la personne qui parle ou écrit, ou à la renvoyer à sa seule introspection. Il favorise davantage l'expression collective mais aussi l'élaboration d'un possible futur commun. En soi, ce dispositif esquisse des stratégies de démocratie directe, permettant au « témoin » d'exprimer un point de vue sur l'environnement dans lequel elle vit, de l'analyser et de poser les termes de revendications ou d'alternatives.

Dans les deux expériences, ouest-africaine et sud-africaine, la diffusion des savoirs des femmes ou des jeunes sur le genre, par l'intermédiaire direct ou indirect des TIC est centrale. C'est le caractère périphérique, subalterne et non savant de ces savoirs qui en fait leur valeur, et met leurs auteur-e-s en situation d'acteur-trice-s et non de victimes. Ce positionnement renverse la place des auteur-e-s comme des sujets de ces savoirs. Il inverse le sens de là où le savoir est visible. Il s'agit moins d'envisager de donner la parole à ceux qui sont sans voix que de laisser les sans voix la prendre, là où ils entendent le faire. Cette volonté de renversement remet à elle seule en cause la construction des systèmes de division de classe, de race, de genre, de génération, puisqu'elle met la supposée victime en position d'émettrice d'informations ce qui rompt avec l'évidence qu'elle accepte définitivement sa position de victime.

Ce résultat a pour effet immédiat de déplacer l'épicentre des acteurs des TIC, principalement des hommes, jeunes, localisés au « Nord », vers des auteur-e-s dans des espaces multiples et ouverts, espaces de production de contenus éditoriaux et numériques, de savoirs, notamment ceux liés à la gestion de la vie quotidienne (rôle social prescrit des femmes). Il re-situe la connaissance au sein du réel, quotidien versus virtuel. Il intègre un processus d'ouverture épistémique, c'est-à-dire un élargissement de la définition de ce qui fait science, connaissance et savoir, qui semble faire défaut. La connaissance, liée à la production de savoirs, n'est plus le produit des TIC mais leur source comme tout savoir féministe (Harding 1991), dans le sens où elle est le résultat reconnu d'une activité sociale intégrée au sein de valeurs personnelles, culturelles et politiques. Elle fait « positionnement » (*Ibid.*). En effet, si on se situe dans une épistémologie du point de vue (*Standpoint epistemology*) (Harding 2004), le savoir est socialement situé. Aussi les femmes qui se racontent, en particulier en révélant leur intime quotidien, parlent des rapports de pouvoir. Ainsi, elles ont matière à discuter et à analyser les cadres conceptuels ou les politiques autant que pourraient le faire des académiques par exemple ou des concepteurs d'usages de TIC, ou des décideur-euse-s politiques, enrichis de leur expérience de la réalité non virtuelle.

Ces analyses alimentent un modèle d'appropriation des TIC qui n'a ni vocation à visibilité institutionnelle, ni ambition économique ou d'intégration des femmes dans un ensemble universel pré-construit. Ce modèle vise plutôt l'émergence de contenus invisibles, qui, une fois publiés et diffusés par les TIC, établissent le lien entre virtuel et réel. Il reste à confronter aux pratiques actuelles des organisations institutionnelles les *Digital StoryTellings* dont les principaux résultats se mesurent aujourd'hui davantage à l'image victimaire des femmes africaines qu'à celle d'expertes du quotidien réel.

## Conclusion

Les TIC, en tant qu'outils pour l'action, l'interaction, la réaction, tiennent lieu de dénominateur commun d'une mondialisation en marche. La question de départ était de savoir si les usages des TIC re-produisaient des facteurs d'impuissance ou s'ils en étaient le produit. Ce cadre d'analyse posé, cette démarche a conduit à déconstruire la société de l'information, portés par les TIC, et à la requalifier. La comparaison des représentations recueillies auprès des organisations de femmes ou féministes en Afrique du Sud et au Sénégal a mené au constat que les défis de la société de l'information interrogent les mécanismes de subalternité et de périphéries, s'appuient sur la mise sur le marché des femmes et brouillent les épistèmes.

A contrario, localiser des savoirs non dominants, non puissants, notamment en Afrique, a ouvert l'opportunité d'identifier des espaces d'innovation. Ancrés dans le réel, ces espaces se positionnent d'emblée en situation de confrontation avec les politiques des TIC décidées en haut lieu, car ces politiques situent la connaissance au sein du virtuel, ce qui renforce les rapports de domination existants.

## NOTES

- 1 Les thèses du « système-monde », développées par Immanuel Wallerstein, se différencient de celles de l'« État-Nation » en cela qu'elles définissent une construction sociale, basée sur une structure capitaliste, mobilisant des acteurs agissant à différents niveaux (nations, entreprises, familles, classes, groupes identitaires...), qui n'est pas figée dans le temps ni l'espace. Elles ont inspiré les théories sur la colonialité (Wallerstein 1995).
- 2 Le mouvement du libre désigne une communauté de développeur-euse-s de logiciels sous licence non propriétaire et de leurs utilisateur-trice-s. Il a vocation à mettre en commun des ressources informatiques correspondant aux besoins des utilisateur-trice-s, selon une philosophie de création de biens communs informatiques. Pour en savoir plus : <http://www.gnu.org/philosophy/free-software-intro.fr.html>, consulté le 13 janvier 2010.
- 3 Il n'existe pas d'études sur les propriétaires des entreprises de télécommunications, mais si on regarde les noms des membres des conseils d'administration de chaque opérateur intervenant en Afrique, comme ailleurs, on peut observer qu'ils sont majoritairement masculins.
- 4 Internet World Stats, <http://www.internetworldstats.com/stats.htm>, consulté le 26 avril 2011
- 5 <http://www.ictcharter.org.za>, consulté le 2 mars 2010.
- 6 <http://www.womeninit.co.za>, consulté le 2 mars 2010.
- 7 Mission de l'entreprise Facebook de 2009, <http://www.facebook.com/facebook?v=info>, consulté le 20 janvier 2011.
- 8 Le Sénégal compte 12 643 799 habitant-e-s, dont 1 989 396 utilisateur-trice-s Internet en décembre 2011, soit un taux de pénétration de 15,7%. Le pays compte également 620 260 utilisateur-trice-s Facebook au 31 décembre 2011, soit un taux de pénétration de 4,9%. L'Afrique du Sud compte 49 004 031 habitant-e-s, dont 6 800 000 utilisateur-trice-s Internet en décembre 2010, soit un taux de pénétration de 13,9%. Elle compte 4 822 820 utilisateur-trice-s Facebook au 31 décembre 2011, soit un taux de pénétration de 9,8%. Source : Internetworldstats.com, 2012.
- 9 Thabo Mbeki, président en exercice de 1999 à 2008, a refusé la prise en charge de traitements antirétroviraux, considérant qu'ils étaient « aussi dangereux que le sida », source Agence France-Presse, 24 octobre 2001.

## BIBLIOGRAPHIE

- aka (2008). *Les femmes et le logiciel libre*. Framablog, <http://www.framablog.org/index.php/post/2008/10/21/femmes-et-logiciels-libres>, consulté le 30 janvier 2010.
- Beall, Jo (2007). 'Inside out: Informality on the margins of the state'. Development Studies Institute, London School of Economics, contribution à la conférence *Living on the Margins*, Stellenbosch, 26-28 mars 2007.
- Bennett, Jane (2008). 'Researching for Life: Paradigms and Power Editorial'. *Feminist Africa* 11, [http://www.feministafrica.org/uploads/File/Issue%2011/11\\_3\\_Editorial.pdf](http://www.feministafrica.org/uploads/File/Issue%2011/11_3_Editorial.pdf), consulté le 29 mars 2010.
- Castillo, Jasen, Tellis, Ashley J., Lowell, Julia, Center Arroyo, Rand Corporation, Munoz Jorge & Zycher Benjamin (2001). *Military expenditures and economic growth*. Rand, pp.ii6.
- De Clercq, Lize (2004). 'Les mouvements de femmes placent le "genre" à l'agenda de la société de l'information'. *Ada online*, [http://www.ada-online.org/frada/article.php3?id\\_article=106](http://www.ada-online.org/frada/article.php3?id_article=106), consulté le 1er mars 2010.
- Diop, Momar Coumba (2002). *Le Sénégal à l'heure de l'information : Technologies et société*. Paris: Karthala.
- enda (2005). *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité*. Réseau genre et TIC, Etudes et Recherches, n8 244. Dakar: enda éditions, <http://www.apc.org/en/system/files/fracturenumeriquegenre.pdf>, consulté le 20 avril 2010.
- GenderLinks (2002). 'Gender and Media Baseline Study (GMBS)'. *GenderLinks*, [http://www.genderlinks.org.za/page.php?p\\_id=236](http://www.genderlinks.org.za/page.php?p_id=236), consulté le 20 avril 2010.
- Ghosh, Rishab A. & alii (2002). *Part 4: Survey of Developers, In Free/Libre and Open Source Software*:

- Survey and Study*. International Institute of Info-nomics University of Maastricht, The Netherlands, [http://flossproject.org/report/FLOSS\\_Final4.pdf](http://flossproject.org/report/FLOSS_Final4.pdf), consulté le 18 mai 2011.
- Guillaumin, Colette (1992) [1978]. *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*. Paris: Côté-femmes.
- Gurumurthy, Anita (ed.) (2006). *Gender in the Information Society: Emerging Issues*. New York: UNDP, <http://www.apdip.net/publications/ict4d/GenderIS.pdf>, consulté le 23 mars 2009.
- Hafkin, Nancy & Taggart, Nancy (2001). *Gender, Information Technology and Developing Countries*. Washington: AED LearnLink Project, USAID, [http://www.usaid.gov/our\\_work/cross-cutting\\_programs/wid/pubs/hafnoph.pdf](http://www.usaid.gov/our_work/cross-cutting_programs/wid/pubs/hafnoph.pdf), consulté le 10 juin 2008.
- Harding, Sandra (ed.) (2004). *The Feminist Standpoint Theory Reader*. New York & London: Routledge.
- Harding, Sandra (1991). *Whose Science? Whose Knowledge? Thinking from Women's Lives*. New York: Cornell University Press, Ithaca.
- James, Tina, Smith, R., Roodt, J., Primo, N. & Evans, N. (eds.), (2006). *Women in the Information and Communication, Technology Sector in South Africa*. Women in ICT project, Pretoria: Institut Meraka, [http://women-in-ict.meraka.csir.co.za/images/7/76/National\\_print.pdf](http://women-in-ict.meraka.csir.co.za/images/7/76/National_print.pdf), consulté le 24 mars 2008.
- Loko, Bernice (2008). *Ntic Et Croissance Economique*. Association pour le Développement des Activités Documentaires au Bénin, <http://www.adadb.bj.refer.org/spip.php?article29>, consulté le 8 juin 2009.
- Lowe, Colleen Morna & Khan, Zorha (2000). *Net gains: African women take stock of information and communication technologies*. Recherche de l'Association of Progressive Communicators-Africa-Women & FEMNET, Johannesburg: Gender Links.
- Marcelle, Gillian (2005). 'Thinking BIG to Accelerate Gender Equality and Transformation in the ICT Arena'. In: Ng, Cecilia & Mitter, Swasti (2005). *Gender and the Digital Economy – Perspectives from the Developing World*. Saga Publications, pp. 231-252.
- Mottin-Sylla, Marie-Hélène & Palmieri, Joelle (2009). *excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*. Dakar: enda, [http://www.famafrique.org/tic-mgf/excisionlesjeuneschangentlafrique\\_parlestic.pdf](http://www.famafrique.org/tic-mgf/excisionlesjeuneschangentlafrique_parlestic.pdf), consulté le 20 avril 2010.
- Ng, Cecilia & Mitter, Swasti (2005). *Gender and the Digital Economy – Perspectives from the Developing World*. Saga Publications.
- Poulin, Richard (2004). 'Le marché mondial du sexe au temps de la vénalité triomphante – L'essor du système proxénète dû à la mondialisation'. Montréal: Sisyphe, [http://sisyphe.org/article.php3?id\\_article=908](http://sisyphe.org/article.php3?id_article=908), consulté le 1er mars 2010.
- Quijano, Anibal (1994). 'Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine'. *Multitudes ('Amérique latine démocratie et exclusion, Quelles transitions à la démocratie ?')*, <http://multitudes.samizdat.net/Colonialite-du-pouvoir-et>, consulté le 23 septembre 2008.
- Quijano, Anibal (1997a). *The colonial nature of power in Latin America*. In *Sociology in Latin America*. International Sociological Association, pre-congress-volume, pp. 27-38.
- Ramilo, Chat Garcia (2006). 'Beyond tools: Technology as a feminist agenda'. *Women's Rights and Development Magazine*, The Association for Women's Rights in Development, pp. 68-71.
- Shade, Leslie Reagan (2002). *Gender & Community in the Social Construction of the Internet*. New York: Peter Lang.
- Spivak, Gayatri Chakravorty (1988). 'Can the Subaltern Speak ?'. In: Nelson, Cary & Grossberg, Lawrence (eds). *Marxism and the Interpretation of Culture*. Chicago: University of Illinois Press, pp. 271-313. Traduction française par Vidal, Jérôme (2006). 'Les Subalternes peuvent-elles parler ?' Paris: Amsterdam.
- Spivak, Gayatri Chakravorty (1988). *Other Worlds: Essays in Cultural Politics*. New York: Routledge.
- Wallerstein, Immanuel (1995). *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXe siècle*. Paris: Puf.